

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 989

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les grands simplificateurs

Voici venu le temps des terribles simplifications, des analyses grossières où dominent le noir et le blanc, des slogans réducteurs. La gauche, hélas, ne semble pas épargnée par cette tentation: espoir de gains électoraux faciles, désarroi idéologique, légitime impatience face à l'immobilisme d'une droite obtuse? Il y a probablement de tout cela dans cette fuite en avant fondamentaliste. La stratégie peut payer à court terme, s'il s'agit d'engranger quelques sièges supplémentaires. Mais les défis auxquels nous sommes confrontés exigent plus: un consensus majoritaire sur des solutions crédibles.

Illustrations.

La nouvelle donne internationale suscite de formidables espoirs de paix. Les sommes investies dans l'armement seraient bienvenues pour restaurer des économies en ruines et rééquilibrer des budgets publics chancelants. L'occasion est ainsi offerte de repenser la sécurité en Europe. C'est le moment choisi par les pacifistes helvétiques pour proposer la suppression de l'armée, comme si une décision unilatérale de la Suisse pouvait contribuer de manière efficace à ce grand réaménagement. Alors que la fluidité de la situation internationale exige réflexion approfondie et négociation serrée.

A la suite de l'affaire Kopp ressurgit le lancinant problème de l'imbrication des pouvoirs politiques et économiques. Et dans la foulée réapparaît la proposition de purger le parlement et les commissions d'experts des représentants de l'économie. Comme si une telle exclusion allait magiquement purifier et libérer la sphère politique de toute ingérence. Le problème est réel, mais sa solution passe par une transparence accrue et par un véritable statut parlementaire qui donnerait aux députés les moyens de leur métier.

Les activités de la police fédérale ont connu la dérive que l'on sait. Les excès constatés par la Commission d'enquête parlementaire ont frappé pour l'essentiel la gauche et les mouvements contestataires. Est-ce une

raison suffisante pour exiger maintenant, par voie d'initiative populaire, l'abolition de cette police, sans prendre en compte le droit légitime de tout Etat démocratique de se prémunir contre ses adversaires? Alors que la solution passe par la création d'une base légale qui délimite clairement l'activité de cette police et qui en assure le contrôle (*voir le point de vue de Philippe Bois, page 7*).

On pourrait multiplier les exemples. A chaque fois prédomine la réaction brutale, sans nuance, mimétisme inversé de la rigidité des partisans du statu quo. En effet, à l'origine de ces propositions bâclées et radicales, on trouve régulièrement l'attitude butée des conservateurs: le clan militaire qui se refuse à prendre en compte l'évolution de la société helvétique tout comme les changements intervenus sur la scène internationale; le clan économique qui se complaît dans l'opacité et dans le mythe du parlement de milice; la droite qui résiste âprement lorsqu'il s'agit de tirer toutes les conséquences du scandale des fichiers.

On peut comprendre que de tels blocages suscitent, psychologiquement, des réactions outrancières. Passe encore que des groupes marginaux trouvent là matière à faire parler d'eux — voyez les trotskistes qui se refont une jeunesse dans le comité contre l'Etat fouineur: ils auraient tort de se gêner. Mais où l'on ne suit plus, c'est quand de grands partis, présumés responsables — et notamment le PSS — succombent à cette facilité et se livrent à des bras de fer stériles.

Face à une droite butée et sur la défensive, on attend de la gauche des solutions imaginatives et réalistes, à l'image de la nouvelle initiative sur la sécurité sociale, par exemple. Des solutions qui, parce que crédibles, trouveront l'appui d'une majorité. Car ce n'est pas à coup de slogans et de réactions passionnelles que nous répondrons aux défis de l'heure: protection de l'environnement, développement qualitatif, insertion de la Suisse dans l'Europe notamment.